

2026 - 120

Fort-de-France, le 26 MAI 2026

**Monsieur Emmanuel MACRON,**  
**Président de la République Française**

**Objet : Etat d'urgence - violence en Martinique**

Monsieur le Président,

*Nos enfants Martiniquais tombent.*

La semaine dernière, le vendredi 22 Mai 2026, deux jeunes hommes de 19 et 20 ans se sont effondrés sous les balles, devant une pizzeria du front de mer du Robert. Deux vies suspendues à un fil, dans la nuit d'une commune paisible. Ce drame n'est plus une exception, il est devenu une routine macabre.

Depuis le 1er janvier 2026, onze Martiniquais ont été tués. Dix l'ont été par arme à feu. Au rythme actuel, nous atteindrons plus d'une trentaine d'homicides à la fin de l'année. Si la trajectoire enclenchée depuis 2022 se poursuit, ce sont plus de quatre cents Martiniquaises et Martiniquais qui tomberont sous les armes à feu d'ici 2035. Quatre cents vies, l'équivalent d'un quartier entier, rayé de la carte en une décennie.

Une victime par balle tous les treize jours. Des enfants devenus orphelins, des mères et des pères qui enterrent leurs fils, des quartiers entiers où l'on n'ose plus sortir le soir. Nos jeunes meurent dans une indifférence statistique qui devient insupportable. Derrière chaque chiffre, un prénom, un visage, une famille brisée, une douleur qui ne s'efface jamais.

Laisser faire, c'est laisser la Martinique aux mains des narcotrafiquants, au sein de réseaux internationaux et locaux connus, qui ont installé impunément tous les trafics associés au commerce d'armes et au blanchiment d'argent.

Nous ne parlons plus d'insécurité, nous parlons d'un chaos. Nous ne pouvons pas regarder ailleurs face à une telle réalité. Tous les élus de la Martinique, toutes nos institutions, tous nos partenaires sociaux doivent se mobiliser, main dans la main avec le peuple martiniquais, pour arrêter cette spirale. L'État de droit doit être rétabli, maintenant, partout.

Je reconnais les efforts engagés par l'État, mais insuffisants et trop tardifs. La vérité, c'est que les moyens mobilisés en Martinique n'ont rien d'exceptionnel au regard de l'ampleur du choc. À Marseille, confrontée à une criminalité armée comparable, la République a su répondre. Quatre cent cinquante policiers supplémentaires ont été affectés en trois ans, trois compagnies de CRS ont été déployées chaque jour, cinquante magistrats et près de cent greffiers supplémentaires sont arrivés en sept ans. Résultat : le nombre de points de deal a été divisé par deux entre 2021 et 2024 et les homicides liés au narcotrafic dans les Bouches-du-Rhône ont chuté de quarante-neuf morts en 2023 à vingt-quatre morts en 2024, soit une baisse de moitié en une seule année. Rien de comparable n'a été mis en œuvre en Martinique.

Nous demandons la même détermination, les mêmes moyens, le même engagement républicain.

Les annonces faites depuis Paris ne se traduisent pas dans les faits sur le terrain. Les armes circulent toujours, les trafics prospèrent toujours, les fusillades se déroulent désormais en pleine ville, à proximité d'écoles, de pizzerias, où nos familles devraient pouvoir marcher en paix. La Martinique est en train de devenir une plateforme caribéenne du trafic d'armes et de stupéfiants. Notre aéroport et notre port ne sont pas totalement sécurisés, et quarante-cinq points d'entrée connus de la drogue restent sans réelle surveillance. J'en appelle aux forces armées pour venir en renfort à la police et aux douanes.

C'est précisément parce que nous avons mesuré l'ampleur de cette menace que la Collectivité Territoriale de Martinique a demandé, et obtenu, la tenue d'une conférence sur la sécurité en juillet 2026, entre l'État, la Martinique et les pays de la Caraïbe et des Amériques.

Cette rencontre doit être un tournant. Elle doit être l'occasion d'annoncer des mesures exceptionnelles, négociées en amont, à la mesure exacte du choc que nous traversons. Renforcement massif et pérenne des effectifs de police judiciaire spécialisés dans la lutte contre le trafic d'armes, mobilisation de l'armée en appui des forces de sécurité intérieure dans les zones les plus exposées, création d'une véritable force conjointe caribéenne de surveillance maritime, coopération opérationnelle avec nos voisins sur le démantèlement des filières, plan d'urgence pour la jeunesse, moyens judiciaires renforcés.

La Martinique doit entrer dans un cadre de contrôle maximum, avec un vaste plan de reprise en main des quartiers et un soutien massif à la parentalité. Le volet social est capital pour lutter contre la précarité, contre un narcotrafic qui s'est socialement installé et légitimé.

Si cette conférence se contente de promesses recyclées, elle sera un échec.

J'appelle solennellement l'État à un sursaut. Un sursaut républicain, un sursaut moral à la hauteur du peuple martiniquais qui voit ses jeunes mourir et qui refuse de se résigner. La République doit, ici comme ailleurs, garantir à chacun le droit le plus fondamental, celui de vivre.

Nous prendrons toute notre part à ce **nouveau cadre exceptionnel** qui doit être mis en place immédiatement, en vue de la réunion de juillet. Mais nous ne pourrons pas, seuls, faire reculer une violence armée qui dépasse, par sa nature même, les compétences d'une collectivité.

Nous avons pris trop de temps pour agir. Il est encore temps. Demain, il sera trop tard.

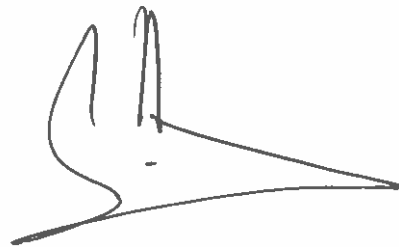
**Serge LETCHIMY**

**Président du Conseil Exécutif de Martinique**

*Bon courage,*

Copie à :

*Sébastien LECORNU, Premier ministre,  
Laurent NUÑEZ, Ministre de l'Intérieur et  
Naïma MOUTCHOU, Ministre des Outre-mer*

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Serge Letchimy', written over a horizontal line.